

Auray. Finances publiques : la mobilisation reprend

Publié le 24 septembre 2020



ouest
france

Un an après les manifestations pour que le site alréen soit maintenu, l'intersyndicale est de nouveau sur le pont contre la réforme. En pause depuis le confinement, sa mise en œuvre redémarre.

« **On voudrait que le gouvernement écoute agents, usagers et élus, particulièrement des territoires ruraux. Ils sont au plus près.** » Un an après le fort mouvement de soutien au centre des finances publiques d'Auray, l'intersyndicale (CGT, CFDT, Force ouvrière, Solidaires) reste mobilisée. En septembre 2019, environ quatre cents personnes, agents (66 % étaient en grève) et de nombreux élus locaux avaient manifesté contre une fermeture envisagée du centre. « **La satisfaction avait été le maintien du site. Maintenant, ce que nous voulons, c'est le maintien ici de tous les services de pleine compétence** », soulignent les représentants de l'intersyndicale.

Une cinquantaine d'agents à Auray

Ce mercredi 23 septembre 2020, ils ont rencontré Philippe Le Ray, président de la communauté de communes Auray Quiberon terre atlantique (Aqta), et Claire Masson, maire d'Auray. L'élue rappelle « **l'importance de l'ouverture au public** », de l'accueil sur site : « **Il est important d'être solidaire avec tout le territoire. Ce n'est pas qu'Auray qui a besoin d'être desservi.** »

Une cinquantaine d'agents travaille au centre des finances publiques d'Auray. Selon la réforme en cours, il est prévu, d'ici à 2023, plusieurs évolutions de ses composantes. Le service des entreprises « **serait dispatché à Vannes et à Lorient** ». Le SIP (impôts sur les particuliers) aussi, « **avec une antenne à Auray, assurée par Lorient** ». La trésorerie (collectivités locales) resterait « **en devenant à terme un service de gestion comptable, avec d'autres choses** ». Après réforme, pour l'instant « **on ne sait pas combien il resterait** » d'agents à Auray.

« Les projets continuent »

Selon le calendrier initial, un premier transfert devait intervenir ce mois-ci, celui de l'activité foncière vers Ploërmel, ville « **compliquée à rejoindre en transports en commun** », faute de bus direct depuis Auray ou de trains.

Avec la Covid, le calendrier « **a été retardé**, indiquent Annie Rio (Solidaires) et Patrick Ravache (FO). **On avait espoir d'un retour en arrière, qu'il serait tenu compte des leçons de cette période ; le service public de proximité est vital. C'est ce que nous voulons : être présents auprès des usagers sans qu'ils aient à traverser le département. Or, non : les projets continuent.** » Un arbitrage ministériel est attendu en octobre. Dans le Morbihan, « **un comité technique est programmé en novembre** », précise Hervé George (CFDT).

Une maison France services existe à Grand-Champ. Depuis cet été, les finances publiques y assurent une permanence. « **Cela se résume à une demi-journée par semaine pour une personne de nos services** », observe Christophe Rissel (CGT). Il reprend : « **Et on ne sait pas combien de temps cela va durer.** » Précise : « **On n'est pas opposés à ces maisons, mais en certains endroits, en complément, pas à la place de services de pleine compétence. Elles ne remplaceront jamais nos agents, leurs compétences.** »

De son côté, la direction Morbihan des finances publiques, contactée par téléphone, fait observer qu'elle s'est « **engagée à avoir plus de points de contacts** » avec les usagers, en s'appuyant sur ces espaces France services : « **On se rapproche du public.** »